

Dépêches

Analyses

Services

**ÉLECTIONS** Jeudi 10 novembre 2011

## Fribourg, canton turbo: le modèle gagnant atteint-il ses limites?

Emploi, population, habitat, finances: le canton joue les premiers de classe depuis dix ans. A l'heure de renouveler son personnel politique, il doit gérer les effets d'une croissance accélérée. La mobilité et l'aménagement du territoire sont au cœur du débat

Mathieu Signorell



«Fribourg va bien». Ces trois mots reviennent souvent. Que ce soit parmi la population, au gouvernement, à droite, à gauche, et même à l'extérieur du canton. La démographie galopante de la région est plus forte qu'au niveau suisse, le taux de chômage y est faible, les finances publiques sont étincelantes avec une fortune nette de 817 millions. Avec des figures rayonnantes comme la conseillère d'Etat Isabelle Chassot, l'aura de Fribourg est grande. D'une «région d'armailis», Fribourg est passé à un canton moderne et gagnant.

Dimanche, jour des élections cantonales, les Fribourgeois diront comment ils veulent accompagner ce développement qui fait des envieux. Le «modèle fribourgeois» doit-il évoluer? Peut-il faire encore mieux? Les partis n'ont pas une vision très articulée de la réponse. Chacun souligne la

nécessité d'améliorer la mobilité et de renforcer la place de Fribourg comme un acteur romand majeur. Concrètement, la droite veut profiter de la fortune cantonale pour baisser les impôts, tandis que la gauche veut augmenter les investissements.

Parmi les exemples de ce «Fribourg qui va bien», la première place est occupée par le parc technologique qui se met en place sur le site de l'ancienne brasserie Cardinal, à côté de la gare de la capitale cantonale. On parle de 50000 m<sup>2</sup> sans émission de CO<sub>2</sub> et voués à l'innovation. Potentiel d'investissements: 500 millions de francs.

Même si Fribourg connaît des salaires inférieurs à la moyenne suisse, le Fribourgeois a plus d'argent que le Lausannois à la fin du mois après avoir payé ses impôts, son loyer, son assurance maladie. Selon Credit Suisse, un couple marié possède encore 82000 francs par an, alors qu'il n'en a plus que 48900 à Lausanne.

«Notre taux de chômage de 2,5% s'explique par la diversité de notre tissu économique: 11 000 entreprises, dont une grande partie de PME, actives dans tous les domaines», explique Jean-Marie Monnerat, du Service public de l'emploi. «Quand un secteur est en difficulté, le canton absorbe mieux le choc.»

Des PME oui, mais aussi de grandes enseignes le long des axes autoroutiers: le constructeur de machines Liebherr, l'entreprise familiale Sottas qui produit des charpentes métalliques et le fabricant de vêtements Yendi à Bulle. Ou encore Micarna et Crema, deux poids lourds du secteur alimentaire. «Par défaut, il y a une tendance des entreprises à sortir de l'Arc lémanique qui sature. La tendance logique est de venir dans le Nord vaudois, à Neuchâtel ou à Fribourg», souligne Jean-Luc Mossier, directeur de la Promotion économique cantonale. «Plutôt que d'accueillir ces sociétés de manière désorganisées, Fribourg doit encadrer cette migration.» C'est l'axe ferroviaire Lausanne-Fribourg-Berne qui prend le relais. Des investissements de 300 millions sont prévus sur 150 000 m<sup>2</sup> vers Romont.

Mais «attention à ne pas confondre vitesse et précipitation», dit la formule. Présenté par les Transports publics fribourgeois (TPF) en 2010, le projet d'un métro à 780 millions de francs est tombé à l'eau. La mise en place de la première partie du RER en décembre ne règle pas tous les problèmes de mobilité. La route de contournement de Bulle a été un fiasco financier: son coût est passé de 215 à 304 millions. L'agglomération de Fribourg et la fusion du Grand Fribourg n'avancent pas, minées par les dissensions. Cela empêche de faire le pont entre les dynamismes respectifs du sud et du nord du canton.

La belle croissance démographique de Fribourg a des effets pervers. Il manque une trentaine de policiers de proximité à l'effectif de 540 dont a besoin le canton. Surchargée, l'école doit investir des dizaines de millions de francs dans les infrastructures (lire ci-contre). Les autorités de la Gruyère et de la Broye se battent pour que le nombre d'emplois s'adapte à la population. Les hôpitaux ont dû se réorganiser en réseau pour répondre efficacement à la demande. Des tribunaux, comme celui de la Sarine où une affaire pénale bénigne se règle en 12 à 15 mois, sont surchargés.

Comme au bord du lac Léman, certains villages se demandent désormais s'ils doivent continuer à grandir. C'est le cas de Corminboeuf, à côté de Fribourg-Ville. «D'ici trois ans, environ 140 logements sortiront de terre», se réjouit le syndic démocrate-chrétien Albert Lambelet. «Avec nos infrastructures, le seuil à ne pas dépasser est de 3000 habitants. Cela entraînerait des

investissements lourds pour les écoles, l'administration, les canalisations, etc. Pour que ce soit rentable, il faudrait doubler notre nombre d'habitants. Mais notre population ne le veut pas.»

Les soucis fribourgeois se concentrent sur l'aménagement du territoire. Où construire des habitations? Où inviter des entreprises? Fribourg a fait le pari de changer sa législation. «Les zones à bâtir ne sont désormais plus autorisées là où la desserte en transports publics n'est pas adéquate. Peu de cantons agissent ainsi», explique Giancarla Papi, cheffe du Service des constructions et de l'aménagement. Chaque commune doit revoir son plan d'aménagement d'ici à 2015.

Pour la députée verte Christa Mutter, la nouvelle loi est défailante sur trois points. Elle néglige le droit des législatifs locaux à s'exprimer. Elle n'a pas introduit de mécanisme de pression sur les communes. Il manque une réglementation sur la plus-value immobilière. L'idée de la taxer pour indemniser les propriétaires dont les terrains deviendraient inconstructibles fait son chemin à droite comme à gauche, parallèlement à un débat similaire au niveau national.

Conseiller d'Etat à la tête de l'Aménagement, Georges Godel (PDC) met un point d'honneur à «densifier en décentralisant». Son but: regrouper l'habitat et l'industrie dans des zones bien précises, notamment autour des chefs-lieux des districts. Une autre mesure est d'inciter les communes à se marier. Elles sont 168 aujourd'hui. Le Conseil d'Etat en veut moins de 100 d'ici à 2016. Le projet le plus prometteur, celui du Grand Fribourg, s'est brisé sur les rivalités locales.

[Envoi d'article](#)[Ecrire à l'auteur](#)

LIENS

«Un canton écartelé qui doit se recentrer»

---

Ces têtes qui tirent Fribourg

---

La course pour créer des emplois

---

Une école qui déborde

---

Le temps des moqueries est révolu

SUISSE

Eveline Widmer-Schlumpf, la tactique de la souris grise

---

La gauche vaudoise persiste et signe aux Etats

---

Thomas Minder, le Robin des Bois de Schaffhouse devenu sénateur